

19.01.2023

Les objectifs politiques rappelés à la réalité du secteur agricole



L'objectif d'une agriculture régionale, indépendante et durable ne peut être atteint avec la politique européenne actuelle. Il nous faut des réformes !

(Berlin, le 19 janvier 2023)

Plus d'indépendance et une meilleure sécurité alimentaire

Plus de production régionale

Des petites et moyennes entreprises agricoles ainsi que des entreprises plus vertes en tant que pierre angulaire de l'agriculture

Une production durable et pérenne

Nombreux sont celles et ceux – agricultrices et agriculteurs, consommateurs et représentants politiques – qui soutiennent pleinement un tel paysage agricole car il incarne un avenir optimiste dont pourraient profiter équitablement les consommateurs, les producteurs et l'Union européenne. Comme l'ont souligné les représentants du Conseil d'administration de l'EMB lors de leur conférence de presse qui s'est tenue dans le cadre de la Semaine verte, à Berlin, un tel paysage n'est tout simplement pas réaliste, bien au contraire. En effet, une grande partie des ambitions et stratégies politiques qui façonnent l'agriculture vont à l'encontre de ces objectifs fixés pour l'avenir. L'écart entre souhaits et réalité ne pourrait presque pas être plus important.

Une agriculture sans socle

À la place d'une structure de production saine, c'est un système de production européen défaillant qui prévaut, sous lequel le nombre d'entreprises agricoles est passé d'environ 15 millions à 10 millions rien qu'entre 2003 et 2016. Même dans les années à venir, cette chute se poursuivra. Ce sont surtout les petites et les moyennes structures qui sont affectées par cette tendance. Des pertes importantes au niveau des marges, des revenus extrêmement bas en dépit du dur labeur sont des facteurs marquants dans ce secteur qui poussent les producteurs à fermer boutique, ne laissant aucune perspective aux jeunes générations qui souhaiteraient se lancer dans cette filière.

Le président de l'EMB, Kjartan Poulsen, constate que les évolutions actuelles sur le marché n'offrent aucune issue vers un changement durable : « Même si, par exemple, le prix du lait est actuellement plus élevé que d'habitude. S'il s'agit de la première fois que les coûts sont couverts dans certaines régions, cela demeure néanmoins insuffisant pour rattraper des décennies de pertes encourues. Par ailleurs, les coûts ont augmenté de façon drastique et la perspective prochaine d'une diminution des prix présage une forte pression qui aura, à nouveau, un impact conséquent sur les revenus des producteurs ». Comme il le rappelle, ce n'est qu'avec une réforme et une stabilisation du secteur agricole que les objectifs politiques pourront être atteints.

Les règlements, instruments et mesures suivants sont essentiels pour réformer le secteur agricole européen :

- Un règlement européen interdisant des prix en dessous des coûts de production

- Une réelle implication des producteurs dans l'élaboration des concepts ainsi que dans la mise en œuvre du Pacte vert, et la mise à disposition des bons outils
- Des instruments de crise appropriés ancrés dans le système agricole européen
- D'autres objectifs et une autre structure pour le GDC Lait et le MMO (Observatoire du marché du lait)
- Des organisations de producteurs fortes et horizontales qui, sans exception pour les coopératives, regroupent les producteurs pour un meilleur pouvoir de négociation
- Des clauses miroir dans les accords commerciaux de l'UE
- Le retrait de l'agriculture de l'OMC et des accords de libre-échange
- Ouvertement renforcer et étendre les projets de Lait équitable dans l'UE

« On peut, certes, réfléchir à de beaux objectifs pour la politique agricole actuelle », ajoute Elmar Hannen, vice-président de l'EMB, concernant les pratiques politiques actuelles. « Si ces objectifs sont rattrapés par la réalité, c'est parce que les mauvais jalons ont été posés, ou que les bons n'ont pas été posés, et ces belles déclarations que sont ces objectifs ne sont bénéfiques ni aux agriculteurs ni aux consommateurs. L'Union européenne a besoin de réformes afin d'éviter de perdre encore davantage de producteurs. La production européenne peut réellement devenir moins dépendante, plus durable et plus souveraine, mais cela ne sera possible qu'en travaillant main dans la main avec nos agricultrices et agriculteurs.

Détails des propositions de réformes

- **Un règlement européen interdisant des prix en dessous des coûts de production**

Pourquoi ?

Ce qui va de soi dans d'autres secteurs – que les coûts soient répercutés et reflétés dans les prix – n'est pas une évidence dans le secteur laitier. La main invisible du marché exerce une pression forte et visible sur les prix à un niveau en dessous du coût de production. Un règlement européen interdisant cette part non couverte des coûts permettrait de stabiliser à la fois les revenus des producteurs et la structure de production.

- **Une réelle implication des producteurs dans l'élaboration des concepts ainsi que dans la mise en œuvre du Pacte vert, et la mise à disposition des bons outils**

Pourquoi ?

Aujourd'hui, les producteurs ne prennent pas part à l'élaboration du Pacte vert. Les objectifs leur sont dictés et on s'attend à ce qu'ils supportent les charges générées par ces stratégies avec leur revenu agricole déjà extrêmement faible. Cela ne peut plus durer. Les producteurs doivent être placés au cœur des stratégies agricoles et largement contribuer à leur élaboration. La protection de l'environnement ne peut pas se faire sans les agriculteurs. Le Pacte vert doit nous permettre de réformer le système actuel pour en faire un modèle socialement durable.

- **Des instruments de crise appropriés doivent être ancrés dans le système agricole européen. Ceux-ci doivent inclure un mécanisme d'alerte précoce reposant sur les bons indicateurs qui reflètent les coûts de production réels et qui comprennent un revenu adéquat pour le producteur.**

Pourquoi ?

Les crises se sont succédées sur le marché laitier ces dernières années. La production excédentaire a fait chuter les prix et a, à chaque fois, poussé de très nombreux producteurs à mettre fin à leurs activités. Ces crises peuvent être évitées ou atténuées, par exemple, si elles sont détectées suffisamment tôt avec un mécanisme adéquat et si, par exemple, l'excédent de production est contrecarré grâce à un dispositif de réduction des volumes. Ce mécanisme fonctionne et a porté ses fruits lorsqu'il a été mis en œuvre dans l'UE en 2016-2017.

- **D'autres objectifs et une autre structure pour le GDC Lait et le MMO (Observatoire du marché du lait), qui travaillent de façon active à une répartition équitable et équilibrée de la valeur ajoutée.**

Pourquoi ?

La mise sur pied de l'Observatoire du marché laitier a constitué une étape importante pour le secteur laitier. Or, les compétences et les tâches assumées par celui-ci ne vont malheureusement pas assez loin. Cet Observatoire pourrait devenir un Institut ayant pour objet la prévention et l'atténuation des crises. Il en va de même pour des Groupes de dialogue civil de l'UE, au sein desquels la Commission européenne échange avec les acteurs de ce secteur. L'échange de données et d'expériences est certes important, mais si aucune mesure n'est prise à partir de l'expertise acquise, aucune amélioration ne peut être envisagée pour ce secteur.

- **Des organisations de producteurs fortes et horizontales qui, sans exception pour les coopératives, regroupent les producteurs pour un meilleur pouvoir de négociation**

Pourquoi ?

Organisation forte rime avec pouvoir de négociation fort quand il s'agit de négocier les prix au producteur avec les laiteries. Toutefois, une telle organisation ne peut être forte que si elle regroupe de nombreux producteurs et négocie avec plusieurs laiteries, c'est-à-dire qu'elle doit être dotée d'une structure horizontale. Les associations de producteurs dites « verticales » qui dépendent d'une laiterie ne pourront jamais développer un tel poids.

- **Des clauses miroir qui garantissent que les denrées alimentaires et aliments pour animaux répondent aux exigences européennes dans les accords commerciaux de l'UE. Leur conformité doit, en outre, être assurée par des contrôles et sanctions suffisants.**

Pourquoi ?

Lors de l'importation de biens qui, par exemple, n'ont pas été produits selon les mêmes exigences environnementales que les biens de l'UE, ceux-ci sont nuisibles à plusieurs niveaux. D'une part, ces produits peuvent être vendus moins cher en raison de coûts de production inférieurs dus à une qualité environnementale moindre, pouvant ainsi évincer du marché les produits des agriculteurs européens. Le faible montant des coûts motive en outre la délocalisation de la production vers des pays tiers, ce qui y entraîne une plus forte pression sur l'environnement, et ce, pour des produits consommés dans l'UE.

- **Réduire la dépendance vis-à-vis des importations, notamment des importations bon marché nuisibles, en retirant l'agriculture de l'OMC et des accords de libre-échange.**

Pourquoi ?

Une politique commerciale européenne responsable ne devrait laisser aucune place aux pratiques de dumping de produits pas chers sur les marchés sensibles, car ceci détruit les moyens de subsistance et les revenus des producteurs dans d'autres pays. Si, en outre, nous continuons à renforcer notre dépendance vis-à-vis des importations, nous porterons préjudice à nos ambitions de véritable souveraineté et de sécurité alimentaire européenne, nous affaiblirons nos propres structures de production et encouragerons les transports néfastes à l'environnement.

- **Renforcer et étendre le projet du Lait équitable dans l'UE**

Pourquoi ?

Le Lait équitable est l'exemple à suivre. Dans le cadre de ce projet, des prix rémunérateurs qui comprennent un revenu équitable sont versés aux producteurs participants. Si ce projet existe déjà dans plusieurs pays tels que la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse, celui-ci n'atteint pas assez de consommateurs et de producteurs. L'impact positif qu'a le Lait équitable sur la vie et le revenu des agricultrices et agriculteurs devrait être étendu et bénéficier à davantage de producteurs. En ce sens, l'UE peut contribuer à faire reconnaître publiquement le projet du Lait équitable.

[Télécharger le communiqué de presse au format PDF](#)

Contacts :

Kjartan Poulsen – président de l'EMB (DE, EN, DK) : +45 (0)21 28 88 99

Elmar Hannen – vice-président de l'EMB (DE) : +49 (0)175 6378484

Silvia Däberitz – direction de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1936

[<<< back](#)